

## **BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;"><b>N° 2 2 / 8</b></p> <p style="text-align: center;"><b>FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES (FAJ TPM) - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR</b></p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

### **PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI,  
M. Robert BENEVENTI,  
Mme Nathalie BICAIS,  
M. Robert CAVANNA, M.  
Yannick CHENEVARD, M.  
Jean-Pierre COLIN, M.  
Hubert FALCO, M. Jean-  
Pierre GIRAN, M. Arnaud  
LATIL, M. Jean-Louis  
MASSON, M. Ange MUSSO,  
M. Francis ROUX, M. Jean-  
Sébastien VIALATTE, M.  
Gilles VINCENT

### **ABSENTS :**

M. Christian SIMON, M.  
Hervé STASSINOS

## **DECISION METROPOLITAINE**

**N° 2 2 / 8**

**BUREAU DU 11 janvier 2022**

**OBJET : FONDs METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES  
(FAJ TPM) - MODIFICATION DU REGLEMENT  
INTERIEUR**

### **LE BUREAU METROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1321-1, L. 1421-1, L. 5217-2-IV, L. 5217-13 et suivants,

**VU** les articles L. 263-3 et L. 263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

**VU** la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°19/11/26 du Conseil Métropolitain du 13 novembre 2019,

**VU** la délibération n°19/12/467 du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2019 adoptant le règlement intérieur du Fonds métropolitain d'Aide aux Jeunes,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis de la commission Politique de la Ville du 25 novembre 2021,

**VU** la décision Président n°19/192 du 28 novembre 2019 portant création d'une régie d'avances du Fonds d'Aide aux Jeunes sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le projet de règlement intérieur du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes, portant nouveau moyen de paiement des aides financières, à savoir les cartes de retrait prépayées ci-annexé,

**CONSIDERANT** la fusion des trésoreries et la fermeture des guichets des finances publiques, ne permettant plus la manipulation d'espèces à compter du 31 décembre 2021,

**CONSIDERANT** que les aides attribuées par la régie du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) prennent la forme d'aides financières (secours d'urgence ou aides mensuelles) et sont versées sous forme de chèque libellé au nom du jeune, de virement bancaire et d'ordre de paiement,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM, après consultation et choix d'un prestataire, dispose à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 d'un nouveau moyen de paiement des aides financières, à savoir les cartes de retrait prépayées,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'APPROUVER** et **D'ADOPTER** le règlement intérieur du Fonds métropolitain d'Aide aux Jeunes intégrant le nouveau moyen de paiement des aides financières à savoir, les cartes de retrait prépayées.

## ARTICLE 2

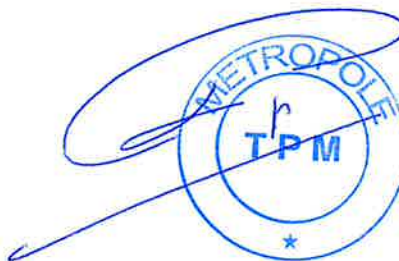
**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR :	14
CONTRE :	0
ABSTENTION :	0



<p><b>REGLEMENT INTERIEUR</b></p> <p><b>DU FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES</b></p>
--

## PREAMBULE

Le Fonds d'Aide aux Jeunes est un dispositif placé sous l'autorité du Président du Département conformément aux dispositions de loi n° 2004 – 809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales- article 51.

Conformément à l'article 90 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République NOTR(e) **relatif au transfert et délégation de compétences départementales aux métropoles, le fonds d'aide aux jeunes est transféré à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'ensemble des aides distribuées au titre de ce dernier sur son périmètre.**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la Métropole se dote par conséquent d'un fonds Métropolitain placé sous l'autorité du Président et géré au sein de la direction « Habitat et solidarité » - Service « Jeunesse et Proximité ».

C'est pourquoi, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place le présent Règlement Intérieur qui repose sur des principes, des modalités et conditions déclinés ci-dessous :

- Les principes généraux d'intervention du Fonds d'Aide aux Jeunes.
- Les conditions d'éligibilité.
- La nature des aides financières.
- Les modalités d'octroi.
- Les modalités de mise en œuvre des actions d'accompagnement.
- Les modalités de fonctionnement du Réseau Local Jeunes.
- Les modalités de coordination et d'évaluation de l'ensemble du dispositif.

## I. PRINCIPES GENERAUX D'INTERVENTION DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES

Le Fonds d'Aide aux Jeunes consiste en une aide financière individuelle de la Métropole pour les jeunes de 18 à 25 ans, temporaire, ayant pour objectif de :

- Favoriser l'insertion des jeunes en apportant une aide plus soutenue aux jeunes en situation de grande précarité, voire de marginalisation.
- Prévenir, grâce à un soutien particulier, les risques d'exclusion économique et sociale pour les jeunes qui en sont proches.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes permet d'attribuer aux jeunes en difficulté :

- **Des secours temporaires** de nature à faire face à **des besoins urgents**.
- Une aide destinée à **favoriser une démarche d'insertion sociale et professionnelle**.

Ce fonds est mis en œuvre de manière à responsabiliser le jeune et lui permettre d'acquérir une véritable autonomie.

Son financement est assuré par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Caisse d'Allocations Familiales qui peuvent solliciter, dans le cadre de conventions, le concours financier d'autres partenaires.

L'aide proposée par ce fonds peut prendre la forme **d'une aide financière ponctuelle** (secours d'urgence) ou **mensuelle**.

## II. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

PEUVENT obtenir une aide dans le cadre du Fonds d'Aide aux Jeunes tous jeunes domiciliés sur le territoire métropolitain :

- **Majeurs de 18 à 25 ans (25 ans moins 1 jour) ou mineurs émancipés.**
- Français ou étranger en situation de séjour régulier.
- **Sans enfant à charge.**
- Rencontrant des difficultés économiques.
- En rupture sociale et/ou familiale.
- Ne pouvant assurer leurs besoins élémentaires (aide alimentaire, habillement, santé, logement, frais de transport...).

- Ne disposant pas de ressources mensuelles suffisantes à titre personnel pour entreprendre ou poursuivre une démarche d'insertion sociale et/ou professionnelle (aide à la recherche d'emploi, aide aux études et à la formation...).
- **Ne bénéficiant pas d'aides financières au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance** (aides s'adressant aux majeurs de moins de 21 ans dont la prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance n'a pas été interrompue).

### III. LA NATURE DES AIDES FINANCIERES

#### ○ Aides ponctuelles pour faire face à des besoins urgents

La Métropole TPM peut délivrer des secours d'urgence au titre de la subsistance.

**Ces secours sont limités à 100 euros par décision et renouvelables en fonction de la problématique du jeune.**

Au-delà de 3 secours d'urgence attribués dans une année, la commission du Réseau Local Jeunes examinera la situation du jeune.

#### ○ Des aides mensuelles pour la réalisation d'un projet d'insertion

Ces aides, accordées pour une durée maximale de 4 mois renouvelables et dont **le montant mensuel ne peut excéder 400 euros**, ont pour but de :

- Faciliter la gestion de la vie quotidienne.
- Favoriser la mise en œuvre du projet d'insertion sociale et professionnelle du jeune, à l'exception de la prise en charge de dépenses relevant de la compétence d'autres collectivités (Etat ou Région pour la formation notamment...).

Dans tous les cas, l'aide attribuée est individuelle. Elle peut être versée en une fois ou fractionnée.

### IV. LES MODALITES D'OCTROI

Les décisions d'attribution et la gestion administrative de ces aides sont assurées par le responsable du service Jeunesse et Proximité au sein de la direction Citoyenneté et Proximité de la Métropole TPM.

La décision d'attribution est prise en fonction du quotient social du jeune ou de sa famille et de l'évaluation de sa situation.

Le quotient social est calculé comme le quotient de l'ensemble des ressources du foyer, par le nombre d'unités de consommation composant le foyer.

Les personnes composant le foyer sont prises en compte en tant qu'unités de consommation.



La première personne du foyer constitue une unité de consommation ; la deuxième personne est prise en compte pour 0.5 unité de consommation ; la troisième personne et chaque personne supplémentaire pour 0.3 unité de consommation.

Lorsque le foyer comporte plus de deux enfants ou personnes de moins de vingt-cinq ans à charge, à l'exception du conjoint ou du concubin ou de la personne avec laquelle a été conclu un pacte civil de solidarité, chacune des personnes à partir du troisième enfant ou de la troisième personne constitue 0.4 unité de consommation.

Les ressources prises en compte comprennent l'ensemble des revenus à l'exception de l'Allocation Personnalisée au Logement, l'Allocation au Logement, l'Allocation de rentrée scolaire et l'Allocation d'Education Spéciale et ses compléments et des aides, allocations et prestations dont le montant ou la périodicité n'ont pas de caractère régulier.

#### **Modalités de versement des aides financières**

La gestion financière et la liquidation des dépenses sont assurées par les services Finances et Jeunesse et Proximité de la Métropole TPM dans le cadre d'un budget annexe.

Les aides ponctuelles sont attribuées dans le cadre de la régie au sein du service Jeunesse et Proximité de la direction Citoyenneté et Proximité de la Métropole TPM, sous forme de virement bancaire, de chèque libellé au nom du jeune ou de carte de retrait prépayée.

Les aides mensuelles sont versées par virement bancaire ou par carte de retrait prépayée.

### **V. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT**

Dans le cadre du transfert de compétence, le Département du Var conserve l'accompagnement social et professionnel des jeunes au titre des conventions signées avec les missions locales, les clubs de prévention du Var et autres associations.

En effet, toute demande d'aide financière mensuelle peut être assortie d'un accompagnement effectué par le référent du jeune qui, au préalable, réalise un diagnostic de la situation portant sur la vie personnelle, scolaire, sociale et professionnelle du demandeur.

Cet accompagnement, destiné à mobiliser le jeune autour de son projet de vie, fait l'objet d'un contrat signé entre le jeune et le référent social ou éducatif.

Par ce contrat, le jeune s'engage à mettre en œuvre des actions visant à son autonomie et à son insertion sociale et professionnelle tandis que son référent s'engage quant à lui à l'accompagner dans sa démarche.

La durée de cet accompagnement est fonction de la durée de l'aide mensuelle, de 1 à 4 mois, éventuellement renouvelable.

La décision relative à la mise en place d'une action d'accompagnement est prise par les cadres hiérarchiques des UTS de la Direction de l'Action Sociale de Proximité du Département du Var.

A l'issue de chaque action d'accompagnement, un bilan de l'action en faveur du jeune est adressé par le référent au responsable de l'UTS et au responsable du service Jeunesse et Proximité de la Métropole TPM.

## **VI. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU RESEAU LOCAL JEUNES**

Le pilotage et l'animation du Réseau Local Jeunes sont à la charge du Département.

La Métropole TPM y est associée uniquement pour les dossiers relevant de son périmètre.

La coordination dans le cadre du Réseau Local Jeunes revêt un double objectif :

1. L'étude de situations individuelles.
2. Et le partage d'informations entre les différents acteurs de la politique jeune du territoire.

### **1. Etude de situations individuelles :**

La commission du Réseau Local Jeunes examinera la situation de tous les jeunes demandeurs de plus de 3 secours d'urgence dans la même année.

Par ailleurs, sur demande du travailleur social ou du décideur, elle étudiera la situation de jeunes nécessitant une aide mensuelle et éventuellement une action d'accompagnement.

Toutefois, afin d'initier la démarche d'insertion, l'octroi de l'aide et éventuellement la décision d'accompagnement pourront être accordées pour 1 mois dans l'attente de l'examen de la situation.

**La commission est chargée de déterminer les actions à mettre en œuvre pour le jeune et de désigner le référent le mieux adapté.**

### **2. Partage d'informations :**

Un échange d'informations relatif aux différents dispositifs sera nécessaire à l'ensemble des acteurs afin de proposer les solutions les plus adaptées aux situations des jeunes et offrir une complémentarité de réponses.

La commission du Réseau Local Jeunes sera composée :

- Du responsable du service Action Sociale du Département du Var.
- Du responsable du service Jeunesse et Proximité de la Métropole TPM.
- D'un représentant de la Mission Locale.
- D'un acteur mobilisé sur la prévention spécialisée.

**Le Réseau Local Jeune se réunira au sein des UTS.**

**La Métropole TPM sera invitée par le Département pour les dossiers relevant de son périmètre et en tant que de besoin, dans le cadre des partages d'informations.**

La fréquence des réunions sera définie en fonction du nombre de dossiers métropolitains pour chaque UTS : Toulon, La Seyne sur Mer, Val Gapeau-Iles d'or et Littoral sud Sainte Baume.

## **VII. COORDINATION ET EVALUATION DU DISPOSITIF**

La coordination du dispositif relève d'un partenariat entre le service Jeunesse et Proximité de la direction Citoyenneté et Proximité de la Métropole TPM, les services départementaux et l'ensemble des prescripteurs au dispositif : les missions locales, les travailleurs sociaux, les associations de prévention.

Chaque prescripteur transmet l'ensemble des informations concernant les aides financières et les actions d'accompagnement au service Jeunesse et Proximité de la Métropole afin que celui-ci assure, le pilotage, le suivi et l'évaluation du dispositif et élabore un bilan d'activité métropolitain.

Le dispositif sera évalué notamment en fonction des indicateurs suivants :

- Nombre de jeunes aidés.
- Lieu de résidence.
- Prescripteurs.
- Motifs de la demande.
- Type d'aide : secours d'urgence, aide mensuelle.
- Montant moyen de l'aide attribuée.
- Nombre d'aides accordées dans l'année par jeune.

